

Ostende, le 24 janvier 2014

5^{ème} Semaine sociale européenne

Europe: The age of responsibility

La crise, levier de l'Europe sociale

par **Pierre DEFRAIGNE**, Directeur exécutif, Fondation Madariaga-Collège d'Europe

L'avenir de l'Europe est en jeu. Il se joue sur l'euro, cette monnaie orpheline d'un gouvernement. D'un côté, l'eurozone peut exploser en plein vol à cause d'une crise bancaire toujours possible et sa désintégration amènerait la cassure du marché unique et mettrait fin au projet européen. De l'autre, sa trajectoire est en train de dévier vers une orbite de croissance basse, semblable à un scénario à la japonaise. Au Japon, la crise dure depuis 20 ans! Combien de temps l'unité de l'Europe pourrait-elle résister?

Une chose est sûre: l'Europe s'écarte de son modèle social original. On peut même dire qu'elle est instrumentalisée contre son modèle social à cause de la concurrence salariale, sociale et fiscale qui prévaut depuis les débuts de la CEE. Mais du fait de l'élargissement, du degré d'intégration atteint avec le marché unique et la monnaie unique, et de la sévérité de la crise, cette concurrence entre modèles sociaux nationaux menace les fondements mêmes de l'Europe. Nous en sommes là parce qu'un consensus s'est fait dans les cercles dirigeants sur la nécessité à la fois d'exploiter la baisse du pouvoir de négociation des syndicats et d'alléger l'Etat-Providence, de manière à faire du travail le principal facteur d'ajustement de la compétitivité. La compétitivité a en effet pris le relais de «la croissance avec ruissellement» (*trickle down growth*) comme mantra de la politique économique en Europe.

Les élites qui font l'Europe ont changé. Les unes se sont fourvoyées en cédant à l'idéologie néolibérale, tous partis de gouvernement confondus; les autres se sont dévoyées dans une cupidité effrénée qui conjugue rémunération patrimoniale et consommation ostentatoire. Songeons au mot prophétique de Warren Buffet, un financier brillant et respectable comme il y en a peu: «*Nous sommes dans une guerre de classes. C'est nous les riches, qui l'avons déclarée. C'est nous qui la gagnons!*».

Face au chômage structurel, aux inégalités croissantes, au déclassement qui monte dans les classes moyennes, un renversement radical de la perspective européenne s'impose. L'enjeu est double: d'un côté, il faut reprendre la main au capitalisme de marché – un concept plus exact que l'économie sociale de marché

pour désigner notre système – et seule l’Europe fournit la dimension pertinente pour le maîtriser; de l’autre, il faut renoncer à construire l’unité de l’Europe sur le marché qui divise – voyons la divergence au cœur de l’eurozone. Il faut désormais la bâtir sur un projet politique qui rassemble. Mais ce sont les citoyens qui doivent s’en charger.

I. Diagnostic: les inégalités et la finance comme facteurs de crise

D’où viennent cet arrêt de la croissance et cette montée des inégalités? Les deux sont liés: le FMI, dans une étude récente, confirme que les inégalités exercent un effet déflationniste sur la demande globale parce que la consommation des pauvres est remplacée par l’épargne des riches et que celle-ci n’est pas nécessairement réinvestie dans des activités productives. Elle peut se diriger vers la finance ou s’exporter vers l’étranger là où les rendements sont plus élevés. En ce sens, il est désormais faux de dire, comme jadis Helmut Schmidt, que les profits d’aujourd’hui sont les emplois de demain.

La montée des inégalités n’est pas seulement déflationniste. Elle mine la démocratie dont Tocqueville dit qu’elle suppose «une certaine égalité des conditions». Elle heurte surtout le sens moral; la justice sociale n’est-elle pas la condition de l’accès à la liberté effective pour le plus grand nombre? Celles et ceux qui adhèrent à l’idéal évangélique doivent impérativement combattre les inégalités excessives.

L’aggravation des inégalités a plusieurs sources: le progrès technique qui creuse l’écart entre travailleurs très qualifiés et travailleurs peu qualifiés; l’instabilité du lien familial qui plonge tant de familles monoparentales, féminines de surcroît, dans la pauvreté; la mondialisation qui met en concurrence les marchés du travail non qualifié du Nord et du Sud.

Examinons la mondialisation de près et distinguons en particulier deux dimensions très contrastées. D’un côté, la globalisation de la chaîne de valeur rendue possible par la libéralisation des échanges et la révolution des TIC et des conteneurs a permis le décollage d’une série de pays en émergence et ainsi contribué à une convergence Nord-Sud espérée depuis longtemps; mais elle a eu pour contrepartie une pression sur nos marchés du travail par l’effet des importations et des délocalisations. D’un autre côté, la financiarisation à l’échelle planétaire a conduit à la main mise de la finance sur l’économie réelle. Elle a contribué à freiner son développement et à exacerber les inégalités,

notamment à travers l'effet de levier que constitue la dette pour les riches, et le surendettement des plus pauvres.

II. La globalisation de la production: foncièrement juste et gérable

La mondialisation de la production est le produit de deux forces: d'un côté, le capitalisme de marché qui a organisé à travers la chaîne globale de valeur, la dissémination des segments de production à l'échelle du monde; de l'autre, la stratégie chinoise de développement qui a misé sur les investissements étrangers, les transferts de technologies et les exportations de produits manufacturés, créant ainsi un système hybride qui combine capitalisme et communisme, marché et parti unique. La Chine a servi de locomotive aux autres BRICS et l'émergence de ces derniers ouvre des perspectives nouvelles à l'Afrique à travers les marchés de matières premières, de produits agricoles et d'énergie. Cette mondialisation entraîne deux conséquences: d'un côté, une forte convergence entre pays avancés et pays en développement – au prix toutefois d'une hausse des inégalités internes – qui provoque un déplacement vers l'Asie du centre de gravité géoéconomique et géostratégique du monde; de l'autre un resserrement brutal de la contrainte environnementale, notamment avec le changement climatique et une intensification de la course aux ressources naturelles.

Pour l'Europe, la mondialisation signifie donc à la fois la perte de la rente occidentale sur le reste du monde, – c'est-à-dire du monopole des emplois manufacturiers, et des prix bas de l'énergie et des matières premières – et la fin de l'hégémonie occidentale.

La mondialisation nous pose donc un sérieux défi. Ce serait une faute grave que d'y répondre par le protectionnisme, car – nous l'avons vu avant 1914 avec l'Allemagne et avant 1940 avec le Japon – le protectionnisme est le corridor qui conduit à la guerre. Nous devons réagir en poussant rapidement à l'unité politique de l'Europe autour de deux axes: un modèle social véritablement commun au niveau de l'eurozone et une capacité stratégique effective, c'est-à-dire étendue à la défense parce que la véritable puissance est indivisible.

Quelles réponses européennes à la globalisation de la production?

Une Europe unie pourra répondre à la mondialisation de deux façons. Au-dehors, elle sera en mesure d'influencer la Chine dans le sens d'une reconversion de son modèle de développement par les exportations, vers une expansion de son marché intérieur ouvert à nos exportations, et d'empêcher les Etats-Unis d'exporter son chômage vers l'Europe en jouant de la dépréciation du dollar. L'UE devrait aussi renoncer à l'idée d'un Traité de libre-échange avec les USA qui est inutile – il ne créera ni croissance, ni emploi – et dangereux – il assujettira les normes et les règles européennes à la capacité d'influence des lobbies américains.

Au-dedans, une Europe politiquement unie pourra

- d'abord rendre à l'eurozone la manœuvrabilité dont elle est dépourvue de manière à recréer les conditions de la croissance;
- ensuite mener des politiques d'ajustement vigoureuses qui conjuguent un renforcement du filet social à l'échelle européenne et une politique industrielle axée sur l'innovation et la montée en gamme de la technologie, sur la formation et l'éducation et sur la décarbonisation de nos économies;
- enfin, remplacer la rivalité entre Etats inscrite au cœur de la Stratégie de Lisbonne et de la Stratégie 2020 et qui les condamne à l'échec, par des politiques communes en matière d'énergie, d'innovation, d'industrie digitale et de défense, et par un renforcement du budget européen financé par des ressources propres.

III. La finance prédatrice et déstabilisatrice

Deux évolutions ont poussé la finance à prendre le contrôle de l'économie réelle et à la mener dans une crise systémique dont nous n'arrivons pas à sortir. D'abord, il y a eu la libéralisation des mouvements de capitaux dans la foulée du découplage de l'or et du dollar et du passage aux taux de change flottants décidés par Nixon en 1971 en vue de faciliter le financement des Etats-Unis par le reste du monde. Ensuite, la révolution des TIC des années 80 a certes suscité une finance innovante pour soutenir le démarrage des start-ups, et par la suite a permis d'opérer les marchés financiers «*round the world, round the clock*». Mais sur cette double base de libération et de dérégulation, et en se réclamant de son rôle dans l'accompagnement de l'innovation technologique, la finance

s'est construite une place dominante: sa part dans le PIB mondial est passée de 5 à 10%. toutefois loin de soutenir la croissance, elle a de plus en plus parasité et asphyxié l'économie réelle en exigeant d'intenables retours sur investissement à deux chiffres notamment à travers les stocks options et les licenciements boursiers, en prélevant des commissions sur le lancement de produits financiers toxiques et en finançant la spéculation à découvert. Actionnaires, managers et traders du secteur financier ont vu leurs revenus et leurs patrimoines exploser. Mais plus grave encore, les entreprises non financières de l'industrie et des services se sont à leur tour lancées dans des opérations financières qui consistent à «faire de l'argent avec de l'argent» au point que récemment encore la finance était à l'origine de la moitié des gains des entreprises non financières cotées en bourse. Les chiffres de prélèvement de la finance sur l'économie réelle ont une dimension macroéconomique. Ils révèlent la dérive systémique du capitalisme de marché: à l'issue d'un cycle d'innovation majeure, le capitalisme recherche dans la finance, la profitabilité qui diminue dans l'économie réelle, et ce faisant, il enclenche un cercle vicieux de déflation et de chômage dont les éléments sont les suivants:

- 1) les inégalités s'aggravent brutalement, ce qui réduit la demande globale;
- 2) les ressources (profits et talents) sont transférées de l'économie réelle où l'investissement stagne ou diminue, vers l'industrie financière qui fonctionne en circuit fermé
- 3) la politique monétaire laxiste de la FED et de la BCE nourrit des bulles d'actifs financiers – technologique, boursière et immobilière – et alimente le surendettement, tant celui lié à l'effet de levier des banques que celui des ménages des classes moyennes,
- 4) la titrisation aboutit, en mélangeant valeurs sûres et valeurs hasardeuses, à transformer le risque individuel des opérateurs et des intermédiaires financiers en risque systémique. Témoin l'affaire des *subprimes*!
- 5) enfin, et surtout, la finance libérée et dérégulée va loger ses profits extravagants et les actifs de ses clients dans des paradis fiscaux où ils échappent à l'impôt. On assiste donc à un paradoxe absurde et choquant: le secteur financier qui bénéficie déjà d'une subvention implicite qui prémunit ses banques de la faillite ordinaire en cas de mauvaise gestion, au motif qu'elles sont «*too big to fail*», qui fait

des profits élevés et paie des rémunérations mirobolantes, est aussi le secteur qui échappe le plus à l'impôt et donc à la solidarité.

Ce cercle vicieux de la finance, des inégalités et de l'endettement, a abouti à conduire l'économie occidentale – USA, Japon, UE – dans une impasse dont elle n'arrive pas à sortir. Il révèle le coût économique et social faramineux de l'hypertrophie de la finance: aggravation des inégalités, surendettement privé et public. Ce dernier acte aggravé par le sauvetage des banques et le stimulus budgétaire de 2008-2009, et par l'engloutissement de plus de mille milliards de dollars de recettes fiscales dans les paradis fiscaux qui obère la capacité des Etats de corriger l'explosion des inégalités. Le surendettement pèse aujourd'hui sur nos économies comme une épée de Damoclès, empêchant toute reprise sérieuse de la croissance.

Quelle réponse européenne? Faire rentrer la finance dans son lit

La réponse européenne au défi de la finance est difficile pour trois raisons: la complexité de la finance est poussée en permanence à la limite de la sophistication; sa fragilité intrinsèque en raison du risque d'effet domino; l'inhibition des politiques devant les financiers et la capture des régulateurs officiels par les forces du marché qu'ils sont censés contrôler.

Il n'y a pas d'autre explication à la faillite de Fortis et de Dexia.

Tant que la finance tient l'économie réelle sous sa coupe, il n'y aura ni reprise de la croissance, ni réindustrialisation de l'Europe. Il faut donc prendre des mesures radicales qui auront un coût: ramener la finance à un niveau de rentabilité raisonnable, restructurer le secteur et transférer capital et travail rendus excédentaires vers l'économie réelle. Mais c'est le prix à payer pour renouer avec une croissance saine et soutenable à long terme. L'Europe doit oser des mesures radicales:

- a) séparer l'activité de dépôts et de prêts, des opérations proprement financières par une muraille de Chine (Volcker rule),
- b) recapitaliser les banques, ce qui impliquera restructurations et, le cas échéant si nécessaire, nationalisations,
- c) plafonner les rémunérations des dirigeants et les bonus des traders,
- d) imposer un marqueur fiscal sur les flux avec les paradis fiscaux de manière à imposer à ces derniers de faire respecter les réglementations et la fiscalité des pays d'origine des flux,
- e) éradiquer les paradis fiscaux à l'intérieur de l'UE,

- f) unifier la taxation des facteurs mobiles au niveau européen: grandes entreprises et grosses fortunes,
- g) criminaliser les pratiques financières et fiscales illégales et/ou à haut risque pour l'économie et la société.

IV. L'Europe à construire

De quelle Europe avons-nous besoin pour gérer la mondialisation et pour faire entendre raison à la finance?

Il nous faut une Europe qui soit d'abord à la fois espace de régulation du capitalisme de marché et espace d'ajustement à la nouvelle division internationale du travail. L'Europe doit pour cela se doter d'un modèle social commun vers lequel organiser la convergence des modèles nationaux. Mais l'Europe doit aussi s'imposer sur la scène internationale face aux pays continentaux émergents porteurs d'autres stratégies de développement que les nôtres. L'Europe doit se constituer comme puissance, à la fois en vue de la gouvernance multilatérale et pour atteindre l'équilibre stratégique avec les Etats-Unis au sein d'une Alliance Atlantique paritaire.

L'Europe doit s'organiser sur le mode transitionnel d'une UE à deux vitesses de manière à déconnecter les futurs élargissements de l'approfondissement nécessaire de l'eurozone, fer de lance d'une Europe-modèle social et d'une Europe-puissance. Il faudra pour l'ensemble de l'UE-28 lier les quatre libertés de circulation à l'harmonisation sociale et fiscale de manière à en finir avec la course au moins disant social et fiscal. L'eurozone quant à elle doit être placée une trajectoire économiquement cohérente et politiquement viable. L'intergouvernementalisme qui la régit a sans doute été, au début de la crise, un expédient nécessaire et utile. Mais il conduit à une dangereuse polarisation – «l'Allemagne et les autres» – qui est incompatible avec la cohésion communautaire.

Ensuite le deal imposé par l'Allemagne précisément, qui lie solidarité «assurantielle» et discipline budgétaire intrusive – l'usine à gaz du TSCG – conduit à la déflation. Celle-ci est un danger mortel pour l'Europe. Ce dont l'eurozone a besoin pour fonctionner en mode optimal, c'est-à-dire pour relancer la croissance et prévenir l'instabilité financière, c'est d'une unité politique articulée sur quatre piliers:

- une BCE indépendante mais dont le mandat serait élargi de la stabilité monétaire à l'emploi et à la stabilité financière,
- un budget financé par des ressources propres et visant à la péréquation des indemnités de chômage entre Etats, à des *project bonds* et à une mutualisation de la dette souveraine, condition de sa nécessaire restructuration,
- une véritable union bancaire comportant un fonds de résolution unitaire.
- une politique industrielle axée sur l'innovation et la décarbonisation

V. Conclusion

L'Europe s'écarte de son modèle social parce qu'elle a lié son destin au marché et qu'elle s'est mise sous la coupe du capitalisme de marché qui se révèle innovant, mais toujours inégalitaire et souvent déstabilisateur.

Je ne vilipende pas le capitalisme que je juge «ni moral, ni immoral, mais amoral» selon le mot de Comte-Sponville. Je n'exalte pas davantage la démocratie, néanmoins le moins mauvais de tous les régimes. Mais je crois sincèrement que c'est celle-ci qui devrait avoir le dernier mot.

La régulation du capitalisme par la démocratie n'est toutefois possible qu'à l'échelon européen. Il nous faut donc construire un démos européen à partir d'une éthique assez solide pour résister à l'idéologie néolibérale du «tout au marché, tout par le marché» qui domine l'EU officielle. Cette éthique a pour moi deux sources auxquelles il nous faut retourner: l'Evangile et les Lumières, qui renvoient, la première à l'égalité foncière des hommes en dignité, et les secondes à la raison critique, fondement de la liberté! Il faut mobiliser autour de cette éthique des corps intermédiaires paneuropéens: syndicats, mutuelles, coopératives, associations citoyennes. C'est par là que passe l'émergence d'un démos européen, indispensable pour rendre la démocratie possible là où elle peut être effective dans ses rapports au marché, c'est-à-dire à l'échelle de l'Europe. La crise nous fait obligation de construire l'Europe non plus sur le seul marché, mais sur un modèle social commun dans un monde ouvert. Elle nous fournit la possibilité d'une réappropriation du projet européen par les citoyens et de la relève des élites dirigeantes par des voies démocratiques.